

# Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2022

## Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE**

ZI Croix Meyssant

42600 SAVIGNEUX

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE implanté ZI Croix Meyssant 42600 SAVIGNEUX . L'inspection a été annoncée le 25/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La procédure d'autorisation environnementale visant à la régularisation de la situation administrative du site se termine. L'inspection visait à vérifier le respect des futures prescriptions applicables au site : désenfumages, cantonnements, bassin de rétention des EEI, et émissions atmosphériques

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE  
ZI Croix Meyssant 42600 SAVIGNEUX
- Code AIOT dans GUN : 0006103496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site fabrique des peintures poudre à partir de résines, colorants, pigments, par mélange, extrusion et broyage. Il assure par ailleurs le recyclage des fines de peinture récupérées chez ses clients.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Désenfumages
- Cantonnement des stockages
- Bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie
- rejets atmosphériques

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant indique qu'il donnera suite aux exigences relatives aux dispositions constructives applicables mais qu'il sollicitera des délais pour la réalisation. Ceux-ci seront discutés en CODERST.

L'inspection a demandé à vérifier par ailleurs l'origine de la présence de plomb dans les rejets atmosphériques et les flux de poussières émises à l'atmosphère. Il s'avère après recherche dans les FDS des matières premières que le plomb est présent en quantités faibles dans une matière première minérale.

La concentration en plomb dans les rejets restera fixée a priori à 30 µg/m<sup>3</sup>, le flux calculé par l'exploitant s'établissant à 0,43 g/h. Il est ajouté une prescription relative à la nécessité de surveiller en permanence les concentrations en poussières si le flux dépassait 10g/h.

Par ailleurs, le zinc est utilisé dans les mélanges, aussi ce paramètre sera ajouté à la surveillance des rejets "air". La VLE concentration est fixée a priori à 10 µg/m<sup>3</sup>, et sera ajustée en fonction des premières campagnes d'analyses.

Le volume exact des activités a été discuté, car l'exploitant estime que, sur certaines journées, le site est susceptible de transformer (extrusion et broyage) plus de 100 tonnes de matière. L'inspection a indiqué à l'exploitant que le volume retenu dans l'autorisation environnementale sera celui prévu au dossier mis à l'enquête publique. Toute augmentation doit faire l'objet d'un porté à connaissance, développant notamment les impacts supplémentaires et les risques associés à ladite augmentation.

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les contraintes constructives qui s'appliquent aux installations nécessitent des investissements lourds car les bâtiments principaux sont de dimensions spectaculaires. L'exploitant a déjà opéré certains investissements importants pour sa sécurité (remise en service du réseau RIA par exemple) et dispose des budgets nécessaires à la mise en conformité. Il conduira les travaux dans les délais qui lui seront fixés.

### **2-4) Fiches de constats**

voir page suivante

Nom	Source	Date source	Article	Thème	Sous-Thème	Prescription contrôlée	Notes
Désenfumage	Arrêté Ministériel	27/12/2013	8	Risques accidentels	Locaux à risques	<p>Les locaux abritant le procédé visé par la rubrique 2661 ainsi que les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables, matières premières et produits finis, dès lors qu'ils ne font pas l'objet par ailleurs d'un classement dans une autre rubrique de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, font partie des locaux identifiés à risque incendie au sens du présent arrêté.</p> <p>Les locaux sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre. Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au-dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement. La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 5 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer. Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ; à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être</p>	Sera conforme, délai de mise en conformité fixé en CODERST au 31/08/2023
Cantonement	Arrêté Ministériel	27/12/2013	12.I	Risques accidentels	Cantonement	<p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 5 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer. Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ; à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être</p>	Sera conforme, délai de mise en conformité fixé en CODERST au 30 avril 2024
Désenfumages	Arrêté Ministériel	27/12/2013	12.II	Risques accidentels	Désenfumage	<p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 5 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer. Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ; à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être</p>	Sera conforme, Sera conforme, délai de mise en conformité fixé en CODERST au 30 avril 2024
Désenfumages	Arrêté Ministériel	23/11/2011	2.4.4	Risques accidentels	Désenfumage	<p>Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ; à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être</p>	Sera conforme, Sera conforme, délai de mise en conformité fixé en CODERST au 30 avril 2024

Rétention EEI	Arrêté Préfectoral	06/06/2003	4.8.4	Risques accidentels	Rétentions	<p>inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation. Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées cellule par cellule. Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimale de 360 m3. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.</p> <p>Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.</p> <p>Présence de plomb liée à une matière première minérale. Flux calculé par l'exploitant de 0,43 g/h (l'exigence de surveillance en permanence des poussières s'applique à partir de 10 g/h de pb, elle figurera dans les prescriptions applicables). Ajout du paramètre Zinc dans la surveillance avec une VLE fixée à 10 µg/m³, à ajuster selon les futures analyses.</p>	<p>Sera conforme, Sera conforme, délai de mise en conformité fixé en CODERST au 30 avril 2024</p>
Rejets AIR				Risques chroniques	Poussières	<p>Campagne d'analyses intégrant le paramètre zinc sur tous les émissaires au plus tard le 31/12/2022</p>	